

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 16 (1907)
Heft: 11

Rubrik: Aufnahms-Gesuche = Demandes d'admission

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BASEL, den 16. März 1907.

BALE, le 16 Mars 1907.

N° 11.

Abonnement

Für die Schweiz

1 Monat	Fr. 1.25
2 Monate	" 2.50
3 Monate	" 3.50
6 Monate	" 6.00
12 Monate	" 10.00

Für das Ausland:

(inkl. Porto-Zuschlag)	
1 Monat	Fr. 1.60
2 Monate	" 3.20
3 Monate	" 4.50
6 Monate	" 8.50
12 Monate	" 15.00

Vereins-Mitglieder erhalten das Blatt gratis.

Inserate:

8 Cts. per 1 spaltige Millimeterzeile oder deren Raum. — Bei Wiederholungen entsprechend Rabatt. Vereins-Mitglieder bezahlen 4 Cts. netto per Millimeterzeile oder deren Raum.



Organ und Eigentum des
Schweizer Hotelier-Vereins.

16. Jahrgang | 16 me Année

Erscheint Samstags.
Parait le Samedi.

Organe et Propriété de la
Société Suisse des Hoteliers.

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel. * TÉLÉPHONE 2406. * Rédaction et Administration: Sternengasse No. 21, Bâle.

Inseraten-Annahme nur durch die Expedition dieses Blattes und die „Union-Reklame“ in Luzern — Les annonces ne sont acceptées que par l'admin. de ce journal et l'„Union-Reklame“ à Lucerne

Verantwortlich für Redaktion und Herausgabe: Otto Amsler, Basel. — Redaktion: Otto Amsler; K. Achermann. — Druck: Schweiz. Verlags-Druckerei G. Böhm, Basel.

N° 11.

Abonnements

Pour la Suisse:

1 mois	Fr. 1.25
2 mois	" 2.50
3 mois	" 3.50
6 mois	" 6.00
12 mois	" 10.00

Pour l'Etranger:

(incluant frais de port)	
1 mois	Fr. 1.60
2 mois	" 3.20
3 mois	" 4.50
6 mois	" 8.50
12 mois	" 15.00

Les Sociétaires reçoivent l'organe gratuitement.

annonces:

8 Cts. per millimètre-ligne au son espace.
Rabais en cas de ré-pédition de l' même annonce.

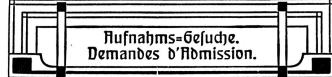
Les Sociétaires payent 4 Cts. net p. millimètre-ligne ou son espace.

Announces:

8 Cts. per millimètre-ligne au son espace.

Rabais en cas de ré-pédition de l' même annonce.

Les Sociétaires payent 4 Cts. net p. millimètre-ligne ou son espace.



Herr Dr. A. Fischer, als Mitbesitzer und Vertreter der Kuranstalt „Auf der Waid“ bei St. Gallen 70

Patent: H.H. R. Mader, Hotel Walhalla, und A. Fellmann, Hotel Hirschen, St. Gallen.

Monsieur Franz Th. Koch, Proprié de l'Hôtel du Léman, Lausanne 35

Parrains: MM. B. Bisinger, Hotel Jurassion, et C. Cuénoud, Hôtel Continental, Lausanne.

Herren P. Weber & Cie., Besitzer des Schlosshotels Riviera, Castagnola-Lugano 20

Patent: HH. Brocca, Hotel Metropole, Lugano, und H. Neithardt-Stierlin, Hotel Limmathof, Zürich.

Zu gunsten des Tschumifonds der Fachschule

haben folgende Mitglieder auf ihre ausgelosten Anteilscheine verzichtet und werden sehr hien mit quitt und bestens verdankt.

A.-G. Hotel Engadinerkum Fr. 100.—
A. Böhm, Böhm's Hotel de la Paix, Lugano 200.—
Caspar Badrutt und Privat-Hotel, St. Moritz-Dorf 100.—
R. Mader, Hotel Walhalla, St. Gallen 200.—

Der Kassier des Tschumifonds:
J. Boller.

4. Examens d'apprentis-cuisiniers. La section suisse de l'Union internationale des cuisiniers ayant demandé au Comité de la Société suisse des hôteliers de faire de la propagande pour ses examens d'apprentis, il lui est répondu que conformément au système observé vis-à-vis de l'Union Helvétique, il ne sera pas accordé de concessions spéciales.

5. Assurance en cas de chômage. La maison Denner frères, à Zurich, agence générale de l'Urbaine à Paris, déclare par lettre que la Compagnie ne peut accorder de réduction sur les primes. Par contre, elle en offre une de 5% au profit de la Caisse de la Société et une réduction des prix de polices. Le Comité décide de conclure un contrat sur cette base, mais de stipuler que la réduction serait au profit des sociétaires assurés et non à celui de la caisse de la Société, car il est à désirer que tous les sociétaires entrent dans cette assurance. Les offres de la même maison et d'autres agences pour l'assurance des machines, des toitures en verre et des serres en cas de grêle et d'orage, des dégâts occasionnés par la rupture des conduites d'eau, etc., ne sont pas prises en considération.

6. Etalonnage des tonneaux. La Société des hôteliers à Interlaken, prie le Comité de soutenir les efforts de la Société suisse des cafetiers, pour arriver à l'etalonnage des tonneaux et d'envoyer à cet effet une délégation à l'assemblée convoquée par la Société suisse des cafetiers, dans le courant du mois de mars. Le président a pris des renseignements à ce sujet au secrétariat de la Société suisse des cafetiers. Il lui fut répondu que le Comité central n'avait aucune connaissance, ni de l'affaire même, ni de la convocation d'une assemblée. Cependant notre Comité ne perdra pas de vue cette question, bien que la Société des Hôteliers à Interlaken doive savoir qu'il y a 5 ans notre Société a adressé une pétition à Berne, de concert avec les Sociétés suisses des marchands de vin et des cafetiers, pour obtenir que les boissons en tonneaux ne puissent être vendues qu'au poids, et toutes les autres dans des ustensiles étonnés.

7. Service militaire des employés d'hôtels. La Société des Hôteliers à Genève, demande qu'on adresse une pétition aux Autorités fédérales pour examiner la question, comment il serait possible de régler le service militaire des employés de façon à ce qu'il ne tombe jamais dans le temps du 15 juillet au 15 septembre. Le Comité fait remarquer qu'il a adressé une pétition de ce genre au Département fédéral militaire, en septembre 1900. Ce dernier a répondu négativement et d'une manière si énergique, qu'il est à prévoir qu'une seconde pétition de ce genre serait sans résultat. En outre, il faut convenir qu'il n'est pas rare que le Département militaire accorde le renvoi du service militaire à une autre époque à ceux qui en font la demande, quand la chose est faisable. Le Comité est d'avis de ne pas faire de nouvelle pétition pour le moment.

8. Assemblée générale 1907. Le programme de fête pour l'Assemblée générale, élaboré par la Société des Hôteliers à Lugano, de concert avec notre secrétaire, est approuvé. L'assemblée aura lieu les 6, 7 et 8 juin. Le programme sera publié dans l'organe au commencement de la prochaine assemblée générale. Le secrétaire doit aussi préparer le projet d'un cahier des charges pour le chef de cette division.

9. Brochure commémorative. Le Comité approuve la brochure si détaillée du secrétaire et en remercie l'auteur. Elle comprend 60 pages n°4 et sera envoyée aux sociétaires en même temps que le rapport annuel.

sur ses lignes, aux participants de notre assemblée générale, soit sur les billets aller et retour, soit sur les abonnements généraux de 15 jours. Cette dernière alternative paraît être la plus opportune.

9. Exclusion d'un membre. En vertu du § 12 des statuts, Monsieur J. Mader, Directeur de l'Hôtel Moderne, à Genève, est exclu de notre Société.

10. Secours. Le Comité autorise la "Revue des Hôtels" d'ouvrir sous son propre gré une souscription publique, au profit des propriétaires du Kurhaus Seeben, victimes d'une avalanche.

11. Communications. Ainsi que l'a annoncé l'organe, Monsieur W. Hafem, du Grand Hôtel à Baden, a été élu membre du Comité, en remplacement de M. Wegenstein, avec 18 voix sur 19.

La Société des Hôteliers à Genève, demande au Comité de tâcher d'obtenir qu'il soit fait une loi fédérale, d'après laquelle l'on pourra poursuivre judiciairement dans toute la Suisse, tous les escrocs d'hôtels; à cet effet, le Comité a chargé l'avocat de la Société d'élaborer une pétition à adresser à la commission chargée de révoir le Code pénal fédéral. — La tantième due à la Société des Compagnies d'assurances en cas d'accidents, "Winterthur" et "Zürich" s'est élevée à fr. 13,301.55. Cette somme est consacrée à l'Ecole hôtelière pour le remboursement des parts.

Clôture de la séance à 5 heures.

Ein Beitrag zum Kapitel
Vertragsbruch.

In No 10 des "Verband", officielles Organ des Internationalen Genfer Verbandes der Hotelangestellten, erschien ein "Der Krieg im Frieden" überschriebener Artikel eines Mitarbeiters über das Thema Vertragsbruch. In diesem wird u. a. behauptet, dass, wenn man immer beide Parteien hören könnte, meistens überhaupt kein gewolltes Verschulden gefunden würde. Auch da wo ein solches vorliege, entstehe bei 1000 Fällen höchstens in einem ein wirklicher Schaden.

Diesen Behauptungen tritt ein Mitglied des Schweizer Hotel-Vereins, Hr. W. Kuss, der im Winter in Rom, im Sommer in Luzern als Hotelier wallet und der von der Pique auf im Fach gedient hat, in einem Schreiben an die Redaktion der "Hotel Revue" entgegen. Er sagt, dass der vertragsbrüchige Angestellte vor diesem Bruch in der Regel bereits eine ihm bessere scheinende Stelle angenommen habe und also die Schuld nur auf seiner Seite liege. Dadurch entstehe für den Arbeitgeber fast immer ein Schaden, indem er dann im letzten Moment unter Unständen genötigt ist, auch unfähiges Personal zu engagieren, wodurch ein Geschäft offenbar geschädigt werde.

Zu dieser Anschauung ist Hr. W. Kuss leider durch eigene Erfahrung gelangt. Als Dokumente dafür sendet er uns vier Briefe eines Herrn Josef Hausner aus Karlsbad, z. Z. in Vevey, der sich bei ihm, Hr. Kuss, als Oberkellner beworben hatte, engagiert wurde, nach Antritt der Stelle vom Engagement zurücktrat. Da diese Geschichte eine interessante Illustration zum Kapitel Vertragsbruch darstellt, so wollen wir deren einzelne Phasen hier verfolgen, auf Grund der Briefe beider Teile.

Der erste Brief des Bewerbers datiert vom 22. Januar 1907. Er empfiehlt sich unter Belehrung seiner Fähigkeiten für die Sommersaison als Oberkellner zu Hr. Kuss nach

Luzern. Er habe sowieso die Absicht, in Luzern, dessen Verhältnisse er andern vorziehe, sich dauernd niederzulassen und wäre Herrn Kuss zu Dank verpflichtet, wenn er ihn mit seinem Vertrauen beeindrucken würde. An Angabe guter Referenzen fehlt es auch nicht.

Daraufhin schrieb ihm Herr Kuss am 28. Januar seine Bedingungen. Bereits am 1. Februar antwortete Hr. H., er sei gerne bereit, die Stelle anzunehmen, zumal er viel Gewicht darauf lege, einen selbständigen Posten zu haben. Er bittet um Mitteilung des Eröffnungstermins des Hotels in Luzern und empfiehlt sich noch besonderer für Abschluss von Personal-Engagements, Korrespondenz, Reception und legt noch sein letztes Originalzeugnis bei.

Auf dieses Schreiben hin hat Hr. Kuss Hr. H. postwendend engagiert und soweit war nun die Angelegenheit erledigt. Eine zugesagte und bindende Mitteilung des Engagierten an den Prinzipal liegt zwar nicht vor, aber dass er sich als engagiert betrachtete und stillschweigend zustimmte, geht aus seinem Schreiben vom 3. März hervor, das der Sachen die unliebsame Wendung gab. Hr. H. meldete, dass er betri. Eintritt resp. Antritt der Stellen Bedenken habe, seine Verpflichtung zu erfüllen, indem erwartet die Mutter seiner Braut gestorben, diese nun Waise sei und er vor dem entscheidenden Moment stehe, nach Möglichkeit in Kurzem sich selbstständ zu machen. Er schreibt: "Es bietet sich mir nun Variesen zur Etablierung und möchte ich dies selbstverständlich einer Stelle vorziehen. Als Fachmann werden Sie gewiss mein Streben und Vorhaben billigen und mir dadurch behilflich sein, mich des bereits abgeschlossenen Engagements zu entheben, so gerne ich bei Ihnen gewesen wäre... Ich will Ihnen gerne behilflich sein, dass Sie den richtigen Mann finden, statt meiner."

Herr Kuss verlangte auf dieses Schreiben hin Belege für die darin angegebenen Gründe und erhielt darauf einen vom 5. März datierten Brief des Hrn. Hausner, worin dieser unvergessliche Familienverhältnisse als einzigen Grund für seine Absage nennt, in erster Linie andauernde Kränklichkeit seiner Mutter, dann die Tendenz, sich mit seiner Braut selbstständ zu machen; die Annahme einer anderweitigen Stelle als Oberkellner sei vollends ausgeschlossen. Nochmals wird in dem Liede der Wunsch geäussert, Hr. K. möge ihn vom Engagement entheben und damit von vieler Sorge.

Was wollte der Prinzipal in diesem Falle tun, als wider Willen den Engagierten fahren zu lassen? Er bemerkte dazu in seinem Schreiben an uns: "Wenn jeder Hotelangestellte sämtliche Krankheits- und Todesfälle in seiner Verwandtschaft, außerdem noch die von der zukünftigen Schwiegermutter, bei Antritt von Stellen berücksichtigen würde, so würden sehr wenige angetreten." Und weiter: "Ich bin von diesem Falle um so mehr unangenehm berührt, da ich über den Winter als Direktor in Rom engagiert bin und erst am 1. Juni nach Luzern komme. Der Oberkellner aber, das hat Hotel zu eröffnen und bis zu meiner Ankunft zu leiten, infolgedessen ist dies eine verantwortliche Stelle, für welche ich nicht den Ersten Besten nehmen kann. Ich bin hier sehr beschäftigt, aber froh, dass diese wichtige Angelegenheit erledigt war und nun kann ich mich von Neuem auf die Suche machen, um den passenden Mann zu finden. Und dennoch gebietet es noch Leute, die behaupten, es entsteht kein Schaden aus einem Vertragsbruch!"

Vieelleicht trägt die Publikation dieser Geschichte dazu bei, dass solche Fälle seltener werden. Dann wäre beiden Teilen gedient.